
Book Reviews

Ph. Antoine et al., *Les familles dakaroises face à la crise*, Dakar, IFAN-ORSTOM-CEPED, 1995, 209 p.

Abdourahmane Ndiaye*

La migration et l'urbanisation provoquent-elles de nouvelles configurations de la famille? Quelles relations s'établissent entre les différents membres de la famille? Les femmes ont-elles des stratégies migratoires spécifiques? L'acquisition d'une parcelle d'habitation est-elle un indicateur de succès économique? Quelle est sa signification par rapport aux projets d'installation en ville du migrant et à ses relations avec son milieu d'origine? Quels sont les leviers du marché de l'emploi urbain à Dakar?

Telles sont les interrogations que l'ambitieuse étude IFAN/ORSTOM— dirigée, animée et soutenue par ph. Antoine — cherche à éclairer. L'objectif est de saisir les stratégies et moyens mis en oeuvre par les migrants et natifs de Dakar à travers les réseaux sociaux, parentaux et culturels, pour s'insérer dans l'économie et la vie urbaines, dans un contexte d'aggravation de la crise socio-économique, à savoir la décennie de l'ajustement structurel (1980). L'étude est divisée en quatre chapitres : le contexte de la recherche, les ménages et logements, le marché de l'emploi dakarois et les réseaux sociaux.

La partie consacrée à la définition du contexte de l'étude définit le cadre et présente le choix de la méthode et les modalités de réalisation de l'enquête. La région de Dakar est divisée en trois grands groupes de quartiers — Dakar-centre, Parcelles-Yoff et Pikine — et sa population en trois générations d'individus — les 25-34 ans, les 35-44 ans et les 45-59 ans. Les 1500 biographies recueillies entre octobre et décembre 1990, permettent de suivre à la trace l'évolution des conditions et des modalités de l'insertion urbaine. Au delà de la diversité des situations, quelques traits forts se dégagent de la lecture des biographies: l'ampleur de l'urbanisation (le tiers de la population sénégalaise à Dakar), l'émergence de villes «millionnaires» d'habitants, les flux migratoires continus de jeunes (notamment ceux des élèves et étudiants), la coexistence des migrations villes/campagnes et villes secondaires/grands centres urbains et l'assurance d'un accueil par les membres de la famille ou des réseaux. Si les flux migratoires perdurent, leur forme a cependant varié. L'exode rural massif tend à se stabiliser alors

qu'une nouvelle migration des villes intérieures vers Dakar suscite des interrogations sur l'évolution du réseau urbain sénégalais.

Le ménage est constitué, selon l'étude, «par l'ensemble des personnes vivant dans la même unité d'habitation (logement) et qui se reconnaissent sous l'autorité d'un même chef». Depuis l'indépendance du Sénégal, la composition des ménages a évolué à Dakar: le nombre de femmes chef de ménage (CM) a diminué, passant de 18% en 1955 à 15% en 1989, la proportion des ménages de plus de 7 personnes a augmenté, le vieillissement des CM masculins (en 1955, 21% des CM ont plus de 49 ans, cette proportion est de 37% en 1989) est à combiner avec le rajeunissement de la pyramide des âges et la multiplication des noyaux dépendants. Les équipements urbains et les emplois ne suivent pas le rythme de la croissance démographique. Les enfants de moins de 15 ans représentent actuellement 41% de la population — ces données recourent celles du Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) de 1988, publié par la Direction de la prévision et de la statistique (DPS). Comme le ménage, l'habitat a évolué. La croissance urbaine de 4% l'an de Dakar entre 1976 et 1989 engendre plusieurs problèmes difficiles à résoudre. Si 92% des logements de Dakar sont en dur, seulement 32% de ceux-ci bénéficient d'un confort acceptable. L'habitat irrégulier s'est massifié à un point tel qu'il n'est plus considéré comme «une perversion urbanistique qu'il convient de supprimer». Les besoins annuels d'au moins 7.000 logements supplémentaires ne sont pas couverts par le secteur moderne. Face à la précarisation des revenus des ménages et aux lourdeurs administratives et financières, la production informelle de logement est devenue majoritaire. En 1989, 44% des ménages soit 54% de la population vivent à plus de 3 personnes par pièce à usage d'habitation. L'accès aux besoins de base est un indicateur explicite des niveau et cadre de vie des ménages. Les 15% de la population de la région logés dans l'habitat de haut et moyen standings sont raccordés, à plus de 93%, aux réseaux d'eau potable et d'électricité. Parmi les 85% restants, 40% disposent d'eau et d'électricité, 56% se ravitaillent à la borne-fontaine et 40% ne disposent pas d'électricité. Au Sénégal, le mode d'éclairage le plus commun est la lampe à pétrole (64%). Les logements en dur ont supplanté ceux en matériau précaire sans pour autant donner un logement décent à tous. Dans l'agglomération dakaroise, le logement est un bon moyen de différenciation sociale. En effet, 48% seulement des CM sont propriétaires de leur logement, à savoir 38% dans les quartiers centraux, 49% dans la banlieue proche et 58% à Pikine. Les femmes CM ont les mêmes profils que les hommes (45% de propriétaires). La moitié de la population migrante est hébergée (51%), alors que 37% de la population de la région sont hébergés. L'importance de l'hébergement s'explique par la jeunesse de la population, la pénurie de logements et le manque de ressources. Les jeunes ont de plus en plus recours à la solidarité familiale pour atténuer les tensions sur le marché de l'emploi et dans les processus

d'insertion sociale. Le phénomène des migrants hébergés en ville et propriétaires en milieu rural n'est pas bien connu.

C'est dans une dynamique temporelle — trajectoire socio-économique — que les auteurs cherchent à expliquer les changements intervenus sur le marché de l'emploi urbain. Considéré comme le produit de l'histoire des entreprises, de la ville et de ses habitants, le marché de l'emploi urbain permet une catégorisation de la main-d'oeuvre. Les salariés et les indépendants constituent les deux grands groupes de la population active et ont des comportements différents. Dans le secteur moderne, le service public ne représente que 15% des emplois, mais sa part dans l'emploi salarié est relativement importante (44%). L'industrie, qui emploie 11% des salariés est comparable au secteur du bâtiment. Le petit commerce est l'activité la plus accessible pour la majorité des femmes. Un chômage élevé est observé chez les salariés du secteur privé, surtout chez les femmes. Le chômage est non négligeable dans le secteur non enregistré, dans le bâtiment il touche essentiellement les salariés (14%) et, il est en apparence faible dans le secteur du commerce. Le chômage touche essentiellement les jeunes dakarois (74%) ayant moins de vingt ans alors qu'ils représentent 45% de la main-d'oeuvre occupée. Le chômage des migrants dépend, pour une large part, de leur durée de résidence à Dakar. Peu élevé dans les premières années, le chômage remonte lorsque la durée de résidence augmente. Le niveau d'instruction détermine, en partie, le niveau de chômage mais aussi l'accès au premier emploi. L'enquête révèle, après d'autres études notamment celle menée en 1980 par le Conseil économique et social, l'inadéquation de la formation technique et professionnelle. En effet, les non scolarisés ont le taux de chômage le plus faible de la main-d'oeuvre active. Malgré la précarité de l'emploi et des revenus, la pluriactivité ne semble pas être pratiquée à Dakar avec une mobilité professionnelle très limitée. La précarité de l'emploi salarié des jeunes est le résultat de la dégradation de l'emploi salarié en général dans une conjoncture dictée par les Politiques d'ajustement structurel (PAS). La «tertiarisation» de l'emploi enregistré est le corollaire du désengagement de l'état sur le marché de l'emploi depuis le début des années 1980. Le secteur non enregistré, sous la forme de l'emploi indépendant, n'a sans doute pas su absorber le trop plein de salariés dégage par le secteur enregistré.

L'émergence et la consolidation de nouvelles formes de sociabilité dans les sociétés urbaines en transition demeure l'expression des dysfonctionnements des formations sociales anciennes. L'identification des réseaux met en exergue les stratégies individuelles et collectives des acteurs. Par exemple, 60% des nouveaux migrants sont accueillis à Dakar par des membres de leur famille. Même si la précarité des conditions de vie favorise l'effritement des liens familiaux, la sociabilité se trouve renforcée par cette

quête permanente de la relation comme mode de survie dans un contexte économique difficile.

Le secteur moderne a cessé d'être un débouché pour les jeunes, alors que dans le même temps, le secteur non enregistré n'a pas les capacités suffisantes pour accueillir les chômeurs. Le Sénégal, n'ayant pas favorisé une diversification des activités génératrices d'emplois et de revenus pour améliorer les niveaux de vie des populations surtout des jeunes générations urbaines, se trouve confronté à des ajustements internes et externes qui, de plus en plus, précarisent les conditions de vie et remettent en cause la validité des centres urbains.

L'ouvrage de Antoine *et al.* présente une analyse fine des modalités migratoires et d'insertion urbaine à Dakar. Les conclusions de l'étude font ressortir la spécificité des trajectoires migratoires et d'insertion des femmes par rapport à celles des hommes. C'est au travers de la composition du ménage, des marchés du travail et du logement que les conditions de vie sont saisies. L'orientation exhaustive, au niveau statistique, a su mettre en exergue les configurations et disparités des conditions de vie à Dakar. Cette exhaustivité statistique peut rendre, par instants, la lecture de l'étude laborieuse. Sans déboucher sur des ébauches de solutions, l'ouvrage offre une esquisse subtile des profils et stratégies de la famille dakaroise à l'heure de l'ajustement structurel. Cependant, il est regrettable de noter l'impasse aussi bien sur les infrastructures sanitaires que sur l'état de morbidité et les stratégies des ménages à propos d'arbitrage pour une santé correcte. La santé constitue un élément incontournable des conditions de vie des ménages. Une enquête sur le secteur de la santé permet de saisir les stratégies des ménages en matière d'arbitrage entre pharmacie et revendeurs illicites, soins de santé modernes et traditionnels. La privatisation, en cours dans ce secteur, tend à remettre en cause le slogan «du Développement des Ressources Humaines».

Après une publication, par la DPS et le Commissariat général à l'emploi (CGE), de *l'Enquête emploi, sous-emploi, chômage en milieu urbain avril-mai 1991* (Dakar 1991), cet ouvrage apporte un nouvel éclairage sur l'emploi et l'insertion urbains à Dakar.

* Faculté des Sciences économiques et de Gestion (FASEG), Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Fann.